P. Loiseau pour « un droit d'asile européen »

Le député vendéen du MoDem souhaite que le président Emmanuel Macron agisse « dans ce sens ».

Trois questions à...

Patrick Loiseau, député MoDem et Démocrates apparentés

Vous êtes membre du groupe d'amitié France-Afghanistan. Vous suivez donc la situation de près ?

Oui bien sûr. C'est un groupe que j'ai rejoint car j'ai de longue date un intérêt intellectuel et culturel pour les pays qui traversent des difficultés particulières avec des enjeux géopolitiques forts.

Dans le cas de l'Afghanistan, nous observons malheureusement une situation qui s'est dégradée et aujourd'hui nous voyons des Talibans qui font des déclarations au sujet de leur gouvernance mais il ne faut pas être dupe. Même si les nouveaux dirigeants semblent vouloir une passation de pouvoir pacifique avec notamment une amnistie pour les fonctionnaires en poste, il n'en demeure pas moins que les mêmes ont annoncé que la charia allait s'appliquer. La survie de millions d'Afghanes n'est plus assurée.



Patrick Loiseau, député de la circonscription de La Roche-sur-Yon sud – Talmont. | Photo : Archives Ouest-France

moins que les mêmes ont annoncé que la charia allait s'appliquer. La survie de millions d'Afghanes n'est plus assurée.

Le président Emmanuel Macron a promis de « protéger celles et ceux qui sont les plus menacés », mais il a également déclaré que l'Europe devrait « se protéger contre des flux migratoires irréguliers importants ». Des propos qui ont choqué. Qu'en pensez-vous ?

Je ne pense pas qu'il y ait matière à polémiquer. Ce que le président a évoqué, c'est la nécessaire cohérence qui doit être mise en place au niveau européen. Bien évidemment, il ne faudra pas oublier les Afghans qui ont travaillé, à un titre ou à un autre, pour la France.

Nous devons, également, parce que nous sommes une terre d'asile, faire en sorte que les journalistes, les artistes et tous ceux qui sont menacés par ce régime des talibans puissent être mis en sécurité. La France, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU doit peser de tout son poids afin de combattre ce régime des talibans et permettre le retour le plus rapidement possible d'une démocratie.

Sécurité de l'ONU doit peser de tout son poids afin de combattre ce régime des talibans et permettre le retour le plus rapidement possible d'une démocratie.

Vous plaidez pour « un droit d'asile européen » ?

Oui. L'absence de coordination de la politique migratoire des 28 pays constatée lors des crises syrienne et libyenne ne doit pas se reproduire dans le cadre de la résolution de ce conflit en Afghanistan. L'harmonisation des différentes législations pour créer un droit d'asile européen est indispensable. La France présidera à compter du 1er janvier prochain le conseil de l'Union Européenne. Au Modem, nous sommes plusieurs à souhaiter que le président Emmanuel Macron se saisisse de cette occasion afin d'agir dans ce sens.

Recueilli par
Claire HAUBRY.